

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2018



SOMMAIRE



2018 en chiffres	4	Focus volontaires !	12
Qui sommes-nous ?	5	Formation citoyenne	13
Le plaidoyer sur le Pérou a battu son plein en 2018 !	6	Plaidoyer Ressources Naturelles	14
Sur la route des sites miniers au Pérou	7	Autres actions liées aux ressources naturelles	15
2018 : une année cruciale pour la RD Congo	8	Outils de communication	16
Lancement d'un projet Justice et Paix au Burundi	9	Justice et Paix dans les médias	17
Réseau européen actif sur les droits humains	10	Rapport financier 2018	18

ÉDITO



Chère lectrice, cher lecteur,

Si Justice et Paix inscrit son travail dans une continuité historique, l'année 2018 a eu également son lot de nouveautés pour l'organisation.

Bien entendu, c'est dans une grande continuité que Justice et Paix a pu poursuivre son **travail d'analyse, de sensibilisation, de formation et de plaidoyer politique**. Une continuité dans sa méthodologie, à travers un travail de rigueur et de nuance, mais aussi une continuité dans son engagement pour la paix et la justice, pour la démocratie et l'environnement, dans la poursuite du bien commun.

Cela a pu se concrétiser à travers de **nombreuses conférences** (sur le commerce international, la responsabilité des entreprises transnationales, sur l'Afrique centrale, les ressources naturelles...), mais également à travers **des formations et rencontres citoyennes**. Rassembler des citoyens, des responsables politiques, des professeurs, des élèves, des personnes engagées et d'autres désireuses d'en apprendre toujours plus... est sans doute l'une des plus belles victoires de Justice et Paix.

Le travail de plaidoyer s'est également poursuivi efficacement, aux côtés de nos partenaires d'Afrique centrale et d'Amérique latine, dont les combats sont au centre de nos préoccupations, de nos positionnements et de nos mobilisations. C'est également à travers ce prisme que nous avons pu mener un travail de fond sur des accords commerciaux européens, sur les élections congolaises avec la CENCO et la Commission épiscopale Justice et Paix du Congo (CEJP). De nouvelles synergies ont été créées avec nos pairs de la CEJP du Burundi, à travers un **nouveau programme inédit de renforcement de la cohésion sociale** rayonnant depuis Bujumbura !

Toutes ces actions, n'ont été possibles **qu'avec le soutien de l'ensemble des volontaires** au cœur de nos réflexions et de nos actions. Face à la demande grandissante, l'équipe de Justice et Paix s'est par ailleurs élargie pour accueillir de nouveaux profils ; de nouvelles compétences pour poursuivre notre chemin vers toujours plus de Justice et de Paix.

Arnaud Gorgemans
Président

2018 en chiffres

UNE ANNÉE D' ACTIONS CONCRÈTES

59

Quelque **59 apparitions dans la presse** spécialisée, régionale et nationale. Pour en savoir plus : www.justicepaix.be/-Dans-les-medias-

46

Plus de 46 initiatives politiques induites par nos interpellations et rencontres, notamment aux côtés de nos partenaires d'Afrique centrale et d'Amérique latine.

1150

Plus de 1.150 personnes sensibilisées au cours de nos animations et interventions

74

74 enseignants formés sur nos thématiques

34

34 analyses rédigées sur des thématiques diverses

120

120 volontaires actifs dans nos groupes de travail et commissions régionales

3

3 missions de terrain, au Burundi, au Pérou et en Grèce

11

11 personnes engagées à vivre les missions de Justice et Paix

18 500

Plus de 18 500 visites sur notre site internet www.justicepaix.be et **une augmentation de 40%** de nos abonnés digitaux !

Ces chiffres ne représentent qu'un aperçu du travail de longue haleine mené par l'équipe des permanents, mais également par les volontaires qui nous entourent et les organisations avec lesquelles nous travaillons au quotidien. Cette brochure, qui

présente la synthèse de notre travail au cours de l'année 2018, est également l'occasion de les remercier chaleureusement pour leur investissement et leur confiance !

Qui sommes-nous ?



MISSION

Justice et Paix est une ONG et organisation d'éducation permanente qui conscientise et interpelle les citoyens, les responsables politiques et les acteurs éducatifs sur les **questions de conflits, de démocratie et d'environnement**.

Nous encourageons ces acteurs à "*comprendre pour mieux agir*" et suscitons **l'action individuelle et collective des citoyens** pour la promotion de la paix et de la justice dans le monde.



VISION

L'organisation propose un modèle de société basée sur une véritable coopération, elle seule capable de créer les conditions pour une transition juste vers un monde où les relations entre les différentes parties de la planète – *de facto* interconnectées - sont rééquilibrées.

Justice et Paix soutient la création d'alternatives, par le biais d'une analyse systémique qui révèle **les interconnexions entre les peuples et mobilise les citoyens dans l'engagement**.



VALEURS

Nous œuvrons à l'émergence d'un développement durable accessible à toutes et tous, basé sur les **valeurs de paix, de justice et de coopération entre les peuples**.

ACTIONS

Analyse

Sensibilisation

Formations

Plaidoyer politique

Le plaidoyer sur le Pérou a battu son plein en 2018 !

Le plaidoyer sur le Pérou a battu son plein en 2018 ! Objectif : **inciter les décideurs politiques belges et européens à agir pour que la situation des populations au Pérou s'améliore**. Le moyen ? Utiliser l'accord commercial et son chapitre qui concerne le développement durable pour exiger du Pérou qu'il respecte ses engagements en matières de droits sociaux et environnementaux.

Pendant 6 mois, Justice et Paix s'est mobilisée auprès du **Parlement de Wallonie** afin que les députés renforcent le contenu du chapitre, qui ne fournit jusqu'à présent aucun résultat tangible sur le terrain, avant de ratifier l'accord. Audition, rendez-vous politiques, courriers argumentés n'ont cependant pas suffi à changer la ligne politique du cdH et du MR qui ont approuvé l'accord

en juillet, malgré leurs déclarations encourageantes sur le sujet.

Justice et Paix a également pris la Présidence du Groupe Consultatif de la société civile chargée de veiller à la bonne implémentation du chapitre. Le dialogue avec la Commission européenne s'est poursuivi tout au long de l'année autour de la plainte que nous avons déposée contre le Pérou pour violations de l'accord.

La Commissaire au commerce Cecilia Malmström a notamment envoyé une lettre au Pérou pour exiger des changements en lien avec nos dénonciations.

En novembre, en collaboration avec 11.11.11 et Oidhaco, 3 partenaires de Colombie, d'Equateur et du Pérou, sont venus faire le bilan de 5 années d'application de l'accord commercial. De nombreuses actions sont à poursuivre !



Sur la route des sites miniers au Pérou

Justice et Paix a mis sur pied une mission au Pérou en décembre 2018. Les objectifs liés à celle-ci étaient nombreux : **diversifier et actualiser la matière pour nos formations et nos animations, consolider nos liens avec nos partenaires, rédiger des analyses**, etc. Cette fois, c'est l'ONG Red Muqui qui nous a accompagnées sur le terrain. Nous avons visité deux sites miniers aux impacts dramatiques sur la population et l'environnement.

La Oroya a fait partie des **10 lieux les plus pollués du monde**. La fonderie située au centre de la ville émet des fumées toxiques qui ont gravement contaminé la population et l'environnement aux alentours. Et les moyens pour y remédier sont bien insuffisants.

Cerro de Pasco est la capitale minière du Pérou. 90 000 habitants entourent une immense mine à ciel ouvert. Des quartiers entiers vivent au pied de montagnes de déchets miniers dont les pollutions



continuent à se propager. Ce qui était autrefois des lagunes d'eau pure accueille aujourd'hui les eaux sales chargées en métaux lourds de l'entreprise Glencore. Ces eaux polluées se trouvent à la source de plusieurs fleuves dont dépendent des milliers de personnes. Ces réalités

trop peu connues doivent être diffusées largement afin que, depuis la Belgique, des pressions s'exercent pour changer les choses !

2018 : une année cruciale pour la RD Congo

Accueil de partenaires

Tout au long de l'année nous avons accueilli nos partenaires congolais. Les enjeux étaient de taille en cette **année électorale cruciale** pour l'avenir du pays ! Nous avons notamment accueilli des représentants de la Commission épiscopale Justice et Paix du Congo (CEJP) et de la CENCO (Conférence Épiscopale Nationale du Congo). En septembre Mgr Oscar Nkolo –évêque au Kasai, suivi en novembre de Mgr François-Xavier Maroy –archevêque de Bukavu - sont venus en Belgique. Ils ont pu rencontrer nos volontaires ainsi que nos partenaires de la société civile. Les échanges avec nos partenaires nourrissent notre réflexion en interne et alimentent le plaidoyer que nous portons auprès de nos représentants politiques belges et européens.



CONFÉRENCE VIRUNGA

Depuis plusieurs années, le groupe de volontaires Afrique Centrale de Justice et Paix travaille autour des questions liées à l'exploitation des ressources naturelles dans le Parc des Virunga, à l'Est de la RD Congo, comme une opportunité de développement pour les populations si elles sont utilisées dans le respect de la nature. Le groupe a souhaité organiser un évènement pour partager ses réflexions, son travail et sensibiliser les citoyens belges à la thématique. C'est donc au **Parlement Fédéral**, en présence de nombreux citoyens, parlementaires et journalistes que se sont tenus les **échanges autour du projet de déclassement du parc protégé par les autorités congolaises** en vue d'y exploiter les ressources souterraines de pétrole, au détriment de la préservation de ce patrimoine mondial unique.

Lancement d'un projet Justice et Paix au Burundi

En août, nous nous sommes rendus à Bujumbura pour le lancement de notre projet "Renforcement de la cohésion sociale comme source et facteur de paix et de culture démocratique". L'Ambassadeur de Belgique, S.E Bernard Quintin, a pris part à la cérémonie d'inauguration.

Ce projet est mis en œuvre avec notre partenaire Justice et Paix Burundi pour une durée de trois ans. Il vise à **promouvoir la résilience des communautés locales burundaises** par le biais de trois dimensions : le renforcement de l'exercice des droits humains, de la participation citoyenne et le développement d'espaces de dialogue sur la mémoire et la commémoration du passé.

Tout au long du projet, les équipes de Justice et Paix vont suivre des formations (en plaidoyer, communication non violente, médiation de conflit...) pour aller ensuite à la rencontre des



populations. Ces dernières seront sensibilisées à diverses thématiques comme par exemple la résolution pacifique des conflits et pourront participer à des ateliers de dialogue, de partage d'expériences... Les jeunes prendront également part au projet par le biais des "clubs scolaires de la paix".

"Renforcement de la cohésion sociale comme source et facteur de paix et de culture démocratique".



Notre réseau européen composé de 31 différentes Commissions constitue un relais unique pour défendre la Paix et la Justice.

Etudes

► Violation des droits humains en Afrique centrale: quel rôle pour la cour pénale internationale ?

La RD Congo et le Burundi traversent des crises majeures dont les conséquences dépassent largement le simple blocage politique. Les populations souffrent et sont victimes de graves **violations des droits humains**. Dans un contexte où les systèmes de justice nationaux ne prennent pas de mesures à l'égard des responsables de ces atrocités, un climat d'impunité prévaut.

Face à ces injustices, que peut faire la justice internationale ? Et quel rôle particulier pour la Cour Pénale Internationale ? Quel caractère contraignant du droit international ? Surpasse-t'il la souveraineté des États ? La justice est-elle le seul mode de règlement des conflits ? Quel est le rôle de la commu-

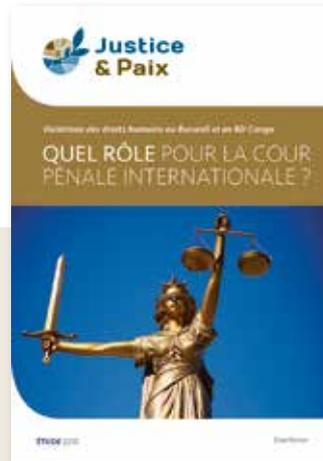
Réseau européen actif sur les droits humains

Crédité la photo : CJP Barcelone

Après un meeting avec les Secrétaires généraux des Commissions Justice et Paix en Europe à Drumalis (Irlande du Nord), l'Assemblée générale de Justice et Paix Europe s'est réunie en Septembre à Barcelone, autour de nombreuses conférences, réunions de travail et débats.

En 2018, le réseau a décidé d'**interpeller les responsables politiques européens de tous niveaux sur la question de l'accès à l'eau comme droit humain**, avec une préoccupation qui est à la fois sociale et environnementale. Source de vie, l'eau est un exemple parfait qui illustre notre combat pour la solidarité internationale, tant au niveau personnel que collectif.

nauté internationale ? Ces questions sont abordées dans cette étude qui s'adresse aux citoyens du monde, sensibles aux enjeux des droits humains, de démocratie, de justice et de paix.



► Trajectoires vers le bien commun

Depuis 2016, La Commission Justice et Paix et les membres de son groupe de travail *ÉthÉcoPol* menaient une réflexion sur le "bien commun", convaincus de la nécessité de promouvoir un certain nombre de valeurs communes pour relever les nombreux enjeux éthiques, politiques et économiques contemporains.

L'étude "Trajectoires vers le bien commun" sortie en 2018 est l'aboutissement de ce travail. Cet ouvrage a pour objectif d'accompagner les citoyens, les res-

pensables politiques et les décideurs d'entreprises dans leurs décisions, afin que ceux-ci prennent en considération un certain nombre de points d'attention qui relèvent du bien commun. A cet égard, la **boussole éthique**, avec des questions ciblées à destination des lecteurs, constitue un guide que chaque personne peut s'approprier.

Dans un premier temps, nous nous sommes attachés à répondre à ces questions en mettant en lumière le fait que le bien commun concerne "tout l'homme (l'être humain dans toutes ses dimensions) et tous les hommes". Dans

un deuxième temps, nous expliquons en quoi le bien commun était indissociable de la poursuite de la justice sociale, de la protection de l'environnement et de la démocratie.

Ces différentes exigences éthiques n'épuisent pas toutes les dimensions du bien commun, mais celles-ci constituent toutefois un champ d'action, un horizon idéal dont la mise en pratique peut varier, selon les contextes de décision. Reste à chacun ou à chaque groupe à transposer cette boussole éthique à sa propre situation...

Focus volontaires !

Rappelez-vous, en 2017 sortait l'étude **"Une école hors les murs : transmission, émancipation, citoyenneté"** portée par le groupe pédagogie et coordonnée par Laure Malchair. Cette étude qui analyse l'école d'aujourd'hui et la place trop peu importante accordée à l'émancipation était un préalable à la publication d'un outil pratique. Cette *proposition pédagogique pour travailler l'émancipation en milieu scolaire* a été finalisée en 2018 et est à présent disponible pour tous les enseignants et enseignantes (mais pas seulement)

Si vous êtes intéressé par ces projets, faites-nous signe et devenez volontaire chez Justice et Paix !

désireux d'interroger leur rapport à l'émancipation. Au cours d'une animation d'une demi-journée, les personnes participantes réfléchissent collectivement à ce qu'est l'émancipation et comment elle trouve sa place au quotidien dans leur pratique et leur métier. Et ce afin d'identifier des pistes pour dessiner une école plus émancipatrice.

Le groupe Amérique latine a réalisé et diffusé son projet de **"Alternatives en Amérique latine"**. En travail depuis 2 ans, celui-ci met en valeur des acteurs latinos qui racontent en vidéo leur projet et leur vision s'inscrivant dans un autre modèle de développement. Un modèle plus juste, plus équitable et plus respectueux des droits humains et de la nature. Découvrez-les à travers la carte interactive du continent : www.justicepaix.be/-Alternatives-en-Amerique-latine



En 2018, Justice et Paix a organisé son premier forum citoyen, en collaboration avec les associations Magma et Bepax. Le temps d'une après-midi, plus d'une cinquantaine de citoyens, comprenant en grande partie des volontaires des trois associations, se sont répartis en différents ateliers pour réfléchir à différents **enjeux éthiques relatifs aux migrations** et élaborer collectivement des **recommandations politiques**.

Formation citoyenne

“Comprendre les conflits internationaux”

Les conflits internationaux sont nombreux et complexes. Noyé dans un flot d'informations, il est parfois difficile d'en mener une analyse “objective”. **Justice et Paix accompagne le citoyen curieux dans son désir de compréhension et d'action face à des enjeux**

qui nous semblent souvent, à tort, hors de portée. Ce travail se fait notamment par le biais d'une formation dispensée à près de dix reprises en 2018 auprès de citoyens, travailleurs sociaux, jeunes professionnels ou encore de professeurs en Wallonie et à Bruxelles.

► Un nouvel outil pédagogique pour alimenter la réflexion !

Créé pour accompagner au mieux les professeurs dans leur démarche, cet outil propose des activités à réaliser en classe pour aborder cette thématique, stimuler la réflexion et la construction d'un esprit critique des élèves. Cet outil pédagogique vise **à fournir des clés de lecture pertinentes, accessibles à tous, pour comprendre les conflits internationaux.** L'objectif n'est pas de devenir des experts des conflits mais d'éveiller la conscience citoyenne et solidaire de chacun et chacune face aux enjeux sociétaux que ceux-ci soulèvent.

Si vous souhaitez que nous organisions une formation spécifique pour vos collègues, des étudiants ou un groupe de citoyens sur l'un de ces thèmes, c'est possible. **Contactez-nous** pour que nous mettions en place la formule la plus adaptée !

LES AUTRES FORMATIONS proposées par Justice et Paix

- L'or, de la mine au GSM
- Migrations et conflits : de la RD Congo à la Belgique
- Au-delà du PIB, d'autres indicateurs de prospérité
- Histoire, mémoire et lutte contre l'impunité : vivre ensemble après un conflit
- École et émancipation : faire le point comme enseignant



Plaidoyer Ressources Naturelles



“L’objectif est que nos revendications se traduisent en véritable changement politique”.

Le plaidoyer représente une part importante du travail de la Commission Justice Paix. Se basant sur des recherches approfondies, la rédaction d’analyses, des missions régulières sur le terrain et des échanges avec nos partenaires, Justice et Paix interpelle régulièrement les responsables politiques belges et européens sur les réalités vécues au Nord et au Sud. Ces interpellations peuvent prendre la forme de rencontres bilatérales ou multilatérales, de courriers, de messages sur les réseaux sociaux, de conférences ou de tables rondes. Une constante veille politique nous permet également d’anticiper les opportunités législatives liées à nos thématiques de travail et de saisir les occasions pour sensibiliser les décideurs politiques sur les enjeux et la portée de leurs décisions. L’objectif est que nos revendications se traduisent en véritable changement politique. Pour cela, Justice et Paix peut compter sur une

forte mobilisation citoyenne, notamment des volontaires qui s’engagent à ses côtés, et de nombreux partenaires de la société civile.

Focus sur le Processus Kimberley

Ce **mécanisme international de certification créé en 2003** afin d’endiguer le commerce de diamants de conflits n’arrive plus à convaincre la société civile. Avec l’Union européenne assurant la Présidence tournante, cette année représentait un moment clef pour impulser les réformes aussi nécessaires qu’attendues. Une semaine avant la plénière qui se tenait cette année à Bruxelles, Justice et Paix a donc organisé une table-ronde au **Parlement européen**. Cet événement a permis aux organisations de la société civile travaillant sur le sujet et aux citoyens présents d’interpeller directement les décideurs politiques belges et européens.

Autres actions liées aux ressources naturelles

En Grèce, la population souffre aussi de l'extractivisme minier

Lors de sa mission au Nord de la Grèce, au mois de mai, Justice et Paix a pu constater une nouvelle fois les **ravages sanitaires, sociaux et environnementaux de l'extractivisme minier**. Comme au Pérou ou en République démocratique du Congo, des populations locales en Europe subissent de plein fouet la démesure de notre développement industriel... Mines pharaoniques d'or ou de charbon, ces formes d'exploitation de la nature nous invitent à réinventer de nouveaux modèles de société ! Pour découvrir le reportage de Justice et Paix suite à cette mission, rendez-vous sur notre site web www.justicepaix.be.

L'âge des low tech : conférence avec Philippe Bihoux

Promouvoir de nouveaux modèles de société ! Tel était l'objectif de la conférence organisée au mois d'octobre à Louvain-la-Neuve, avec Philippe Bihoux : *L'âge des low tech : vers une civilisation techniquement soutenable*. Plus de 550 personnes ont pu découvrir un **concept central pour accélérer la transition écologique** et sociale dont notre société a besoin. A travers les Low Tech, il s'agit de repenser en profondeur la conception et la production des objets de consommation indispensables à notre existence, afin que ceux-ci soient réparables, réutilisables, faciles à démanteler et recyclables en fin de vie, tout en utilisant le moins possible de ressources non renouvelables. Cette démarche vise également à répondre à une aspiration à plus de bien-être

et à une plus grande autonomie des citoyens sur leur environnement. Enfin, les low tech constituent en facteur de paix internationale, en diminuant la pression sur les matières premières dont l'exploitation intensive alimente de nombreux conflits.



Outils de communication

De par son rôle de créatrice de liens, la communication est nécessaire à l'évolution de la société. Elle représente un **enjeu crucial** pour Justice et Paix qui souhaite partager ses thématiques d'action à un public le plus large possible. La promotion de notre travail et de nos valeurs repose aujourd'hui sur cinq grands piliers, complémentaires entre eux.

- 1 **Nos analyses** constituent la matière à communiquer et à partager. En 2018, de nombreuses lectures et rencontres enrichissantes ont permis à nos animateurs de rédiger plus de 33 articles sur des thématiques variées.
- 2 **Notre site web** est actualisé chaque jour : diffusion d'analyses, apparitions dans la presse, pétitions ... C'est sur le www.justicepaix.be que vous trouverez toutes nos actualités, que vous vous inscrivez à nos événements et téléchargez certains de nos outils pédagogiques gratuitement! Plus de **7500** visiteurs le consultent mensuellement.
- 3 **La revue "Pour Parler de Paix"** est le trimestriel gratuit de Justice et Paix. Elle continue d'être envoyée aux quatre coins de la Belgique à plus de 2000 abonnés.

4 Par le biais de **nos newsletters électroniques**, plus de 5426 personnes reçoivent mensuellement dans leur boîte mail une sélection des meilleurs articles, des événements à ne pas manquer, ou encore les différentes offres de l'association. Justice et Paix s'est également lancée dans l'envoi de courriers électroniques pour le monde scolaire et le monde politique, reprenant les informations spécifiques qui les concernent ! Pas encore abonné ? Rendez-vous sur notre site web !

5 **En 2019, on ne s'en passe plus ! Les réseaux sociaux** jouent un rôle primordial dans la stratégie de communication de notre organisation. Avec une augmentation de plus de **35%** de nos followers sur Facebook, et une belle augmentation globale de nos abonnés digitaux, ces pages web constituent de vraies vitrines en temps réel, relayant quotidiennement nos activités et celles de nos partenaires.



SUIVEZ-NOUS EN TEMPS RÉEL !

Justice et Paix dans les médias

Ils ont parlé de nous !

Notre travail d'information et de sensibilisation du grand public passe aussi par une présence réactive dans les médias. En 2018, notre expertise sur le Parc des Virunga en RD Congo et le Processus Kimberley a particulièrement attiré la curiosité des journalistes. Voici un aperçu non exhaustif de nos apparitions au sein du paysage médiatique belge !



Rapport financier 2018

RECETTES 2018	€	%
Ventes et prestations	10.215,87	1,27%
Dons	9.998,20	1,25%
Aides à l'emploi	55.447,49	6,92%
Direction Générale de la Coopération au Développement (DGD)	139.306,71	17,37%
Fédération Wallonie-Bruxelles	253.827,17	31,66%
Subventions publiques pour projets particuliers	156.037,00	19,46%
Fonds privés	90.266,63	11,26%
Autres produits d'exploitation	86.684,86	10,81%
TOTAL RECETTES	801.783,93	100,00%

DÉPENSES 2018	€	%
Activités en éducation	617.593,06	77,08%
Infrastructures permanentes et administration	135.458,81	16,91%
Autres charges	10.923,56	1,36%
Dotations, amortissements et provision évaluation DGD	37.304,81	4,65%
TOTAL DÉPENSES	801.280,25	100,00%

Recettes : 801.783,93 euros

La Commission Justice et Paix a travaillé activement pour diversifier ses sources de revenus afin d'avoir une plus grande autonomie financière. A cet égard, nous avons répondu à des nouveaux appels à projets (autant de bailleurs de fonds publics que privés) en 2018 dont quelques-

uns ont été acceptés, notamment un dans le cadre de l'appel à projets de l'Etat Belge "appui au développement transitionnel : Renforcement de la cohésion sociale comme source et facteur de culture démocratique au Burundi". Ces projets ont fait grimper les recettes de l'asbl en 2018 de presque 40% par rapport à celles de 2017 et atteindre l'objectif de diversification. En 2018 nos trois principales sources de financement proviennent, d'une part, de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) pour notre travail d'analyse et d'écriture ainsi que pour notre travail d'animation et de formation (presque 32% du total des recettes), d'autre part, des projets susmentionnés et, finalement, de la DGD pour notre travail en tant qu'ONG d'éducation au développement (presque 18% du total des recettes).

Dépenses : 801.280,25 euros

L'ensemble des travaux réalisés en 2018 dans le cadre du programme quinquennal de la DGD et triennal du projet Burundi susmentionné, plus nos activités en éducation permanente et nos autres activités (les frais des nouveaux projets obtenus), ainsi que les frais fixes de notre asbl (l'engagement de nouveaux travailleurs en 2018) ont impliqués des dépenses pour un montant de 801.280,25€. Etant donné que les recettes ont été plus élevées (801.783,93€) notre asbl clôture l'année 2018 avec un **boni** de **503,68€**, deuxième année avec une situation positive d'équilibre après deux exercices déficitaires (2015 et 2016).

Récolte de dons

Nous tenons à vous remercier chaleureusement pour vos dons

L'équipe de Justice et Paix **vous remercie chaleureusement pour votre soutien précieux** qui nous encourage chaque jour à poursuivre notre mission : *"comprendre pour mieux agir" !*

Les nombreux dons que nous avons reçus en 2018 témoignent de la **confiance** que vous témoignez à notre organisation. Cette confiance est un moteur essentiel au développement de nos activités. Les nouveaux projets et défis se multiplient chez Justice et Paix. Malheureusement, chaque année, nous devons faire face à de nouvelles coupes budgétaires. Récemment nous apprenions que l'aide belge au développement continuait à diminuer, faisant écho à une tendance mondiale à la baisse.

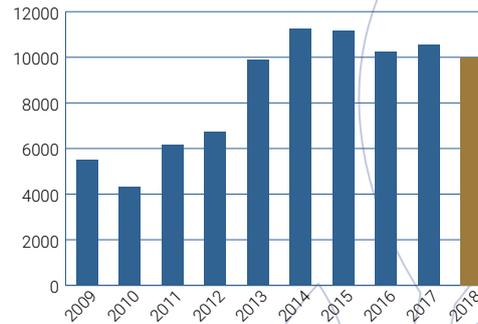
Votre geste de solidarité, quel qu'il soit, nous permet de réduire notre dépendance aux subsides et de continuer à travailler en faveur de la paix et de la justice. D'ores et déjà merci pour l'attention que vous porterez à nos actions !

IBAN : BE30 0682 3529 1311

Les dons en 2018

Vous avez été nombreux à nous soutenir en 2018 ! Vos dons constituent la partie de fonds propres nécessaires pour développer toutes nos activités, dont une partie seulement est subsidiée par les pouvoirs publics.

Le montant total des dons reçus en 2018 s'élève à **9.998,20€**, soit une légère diminution de 5% par rapport à l'année précédente. Nous restons confiants et positifs et, grâce à votre générosité, espérons pouvoir renverser la tendance en 2019.



En tant qu'institution agréée, **une domiciliation de 3,5 euros par mois au bénéfice de Justice et Paix** vous permet déjà d'obtenir une attestation fiscale (délivrée à partir de 40 euros versés par année).

Merci d'être vous, à nos côtés ! Ensemble, changeons notre Histoire.

L'année 2018 fut une année critique... Critique, dans les messages qui ont été portés, dans les initiatives qui ont été engagées. **Poursuivons ensemble ce regard critique** sur les réalités de notre société ! **Grâce à notre prise de parole, à notre positionnement et à nos actions**, nous luttons chaque jour pour contribuer au changement, de nos histoires individuelles et citoyennes, mais également de notre Histoire collective.

Cette brochure, loin d'être une compilation exhaustive de nos actions menées en 2018, permet d'avoir une vue synthétique sur l'année écoulée. Ce rapport témoigne de la vigueur de l'organisation et de la richesse de son discours,

de votre discours. Nous tenons encore une fois à remercier ceux et celles qui nous amènent sur ces nombreux terrains d'engagement : volontaires, affiliés et sympathisants, organisations partenaires... C'est grâce à eux que l'année 2018 a été synonyme de défis relevés, de réflexions multiples et d'actions citoyennes et politiques !

Si vous souhaitez être informé de nos activités n'hésitez pas à :

- ▶ vous abonner à notre revue trimestrielle *Pour parler de Paix*,
- ▶ vous inscrire pour recevoir notre newsletter mensuelle,
- ▶ nous suivre sur les réseaux sociaux, sur lesquels nous sommes très actifs !

Commission Justice et Paix
francophone de Belgique, asbl
Chaussée Saint-Pierre, 208
B- 1040 Etterbeek - Belgique

Tél. +32 (0)2 896 95 00

E-mail : info@justicepaix.be
Facebook : facebook.com/justicepaix
Twitter : [@Justice_et_Paix](https://twitter.com/Justice_et_Paix)



www.justicepaix.be